

Origine et mission des Corporations de développement économique communautaire

Céline Charpentier

Volume 9, numéro 1, printemps 1996

Spiritualité, Églises et religions

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301357ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301357ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Texte d'une présentation faite au colloque sur « L'appauvrissement des communautés locales » tenu le 8 avril 1995 à l'Université du Québec à Montréal. Ce colloque avait été organisé par NPS en collaboration avec la revue *Coopératives et développement* et le magazine *Convergences*.

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Charpentier, C. (1996). Origine et mission des Corporations de développement économique communautaire. *Nouvelles pratiques sociales*, 9(1), 179–183. <https://doi.org/10.7202/301357ar>



Origine et mission des Corporations de développement économique communautaire

Céline CHARPENTIER

Directrice

CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal

Texte d'une présentation faite au colloque sur «L'appauvrissement des communautés locales» tenu le 8 avril 1995 à l'Université du Québec à Montréal. Ce colloque avait été organisé par NPS en collaboration avec la revue *Coopératives et développement* et le magazine *Convergences*.

En quelques minutes, j'aimerais vous présenter l'origine des corporations de développement économique communautaire de Montréal et leur mission.

J'illustrerai ensuite par deux exemples tirés de l'intervention de ma corporation ce qui distingue nos types d'intervention. Je terminerai par quelques défis et acquis. Vous pourrez vous-même décider si nous sommes un nouveau modèle de développement. Quant à nous, compte tenu des chocs culturels entre les différents milieux, nous croyons certainement réaliser des choses nouvelles.

L'ORIGINE DES CDEC

C'est vers le milieu des années 80 que sont nés le RESO, la CDEST et la CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal.

C'est devant la situation économique désastreuse et le sentiment de l'échec des politiques traditionnelles sur le plan économique que le milieu communautaire s'est mobilisé pour trouver des solutions nouvelles et adaptées au problème de la création d'emploi et de l'insertion en emploi dans les quartiers défavorisés de Montréal.

C'était la récession, les jeunes recevaient 140 \$ par mois de l'aide sociale, il était évident que de grands changements s'opéraient dans le mode de production et la structure de l'emploi, et les victimes étaient de plus en plus nombreuses.

La pauvreté s'est étendue rapidement et sont nées les CDEC Rosemont / Petite Patrie, Centre-Nord, Notre-Dame-de-Grâce / Côte-des-Neiges et Ahuntsic / Cartierville. Notre mission est de favoriser et d'enraciner le développement économique et social de nos territoires respectifs à travers la prise en charge des moyens et outils adaptés à la réalité locale par les acteurs du milieu (privés, communautaires, syndicaux, institutionnels, population locale et, dans notre cas, le milieu culturel).

La stratégie privilégiée est la concertation et le partenariat. Notre démarche se poursuit en fonction d'un développement durable, en complémentarité avec les ressources existantes et en tenant compte de la réalité régionale.

Pour atteindre notre mission, nous agissons et innovons principalement :

- dans le relèvement de l'employabilité et la réinsertion des personnes marginalisées au niveau du marché du travail ;
- dans le développement des liens étroits avec les entreprises existantes et en démarrage afin de susciter le maintien en emploi et la création d'emplois pour les sans-emploi ;
- dans le développement d'initiatives de formation, de création d'emplois et de l'amélioration du potentiel socio-économique de notre territoire.

LA CDEC CENTRE-SUD / PLATEAU MONT-ROYAL

Notre population est de 118 000 personnes. Nous intervenons dans trois quartiers distincts : Saint-Louis du Mile-End, Plateau Mont-Royal et Centre-Sud.

Il s'y trouve 5 000 entreprises dont 90% ont vingt employés et moins. Des secteurs économiques typiques: le secteur des communications (Radio Québec, Radio Canada et Téléport), la culture (47% de la production culturelle à Montréal), le commerce de détail avec plus de 17 artères commerciales, le vêtement et le design de mode avec des entreprises comme Paris Star et Dénommée Vincent.

Quarante-cinq pour cent de la population en âge de travailler est sans emploi.

Le milieu communautaire est actif et diversifié. Il y a plus de 200 organismes, 23 groupes en employabilité, des entreprises d'insertion et deux tables de concertation de quartier.

C'est également l'arrondissement où il y a le plus de personnes au kilomètre carré.

Notre membership et notre conseil d'administration représentent tous les secteurs de notre arrondissement.

Nous travaillons avec des partenaires communautaires privés, institutionnels, culturels et syndicaux.

Nous desservons plus de 2 000 personnes par année, soit par de l'information, de la référence, de la formation, du soutien à des projets d'entreprises privées ou communautaires.

Nous recevons les gens sans discrimination ou critère, sauf celui de l'appartenance à l'arrondissement.

Nous offrons des services concrets et diversifiés et nous les offrons de plus en plus de façon collective pour favoriser encore davantage l'interaction entre les personnes, les promoteurs, ce qui permet de développer le sentiment d'appartenance et l'utilisation de notre expertise spécifique sur l'arrondissement.

Qualitativement et à plus long terme, nous développons le sentiment d'appartenance, la responsabilité, la participation à la vie démocratique, la solidarité à travers des rencontres, concertations, promotion des réussites locales en réalisant des liens productifs entre ces milieux si différents et si interdépendants.

En fait, nous favorisons le développement d'un pouvoir local pour l'amélioration de la qualité de vie.

PRENONS UN PREMIER EXEMPLE : LA PROMOTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE LOCALE

Nous avons 5 000 entreprises et des milliers de sans-emploi, plus d'une trentaine de ressources communautaires et institutionnelles en employabilité, et cela, sur un territoire restreint.

Notre projet : impliquer les entreprises dans le développement économique communautaire en les responsabilisant par rapport à l'embauche locale à travers les ressources en employabilité.

De cette idée, de la concertation avec les groupes communautaires, est né le répertoire des services aux entreprises en recrutement et en gestion, un outil qui permet aux employeurs de trouver les ressources humaines qu'ils recherchent.

La CDEC a fait la tournée des entreprises de 200 employés et plus et 70% d'entre elles se sont montrées intéressées à ce type d'engagement. Le mouvement est donc enclenché.

Oui, nous savons que la main-d'œuvre est mobile, mais nous savons aussi qu'il y a des avantages, tant pour les employeurs et pour les employés, que pour l'achat et l'implication locale à travailler et à résider dans le même quartier. Cette démarche permet, bien sûr, de faire la promotion des ressources en employabilité, de la main-d'œuvre locale et de sensibiliser les entreprises à leur milieu de vie.

UN SECOND EXEMPLE : LA FORMATION POUR LES OSBL EN PLANIFICATION STRATÉGIQUE

De nombreux organismes communautaires et culturels sans but lucratif, créateurs d'emplois, acteurs importants dans la qualité de vie exprimaient des besoins urgents comme gestionnaires de budget, de locaux, de services et de personnel.

De cette préoccupation et de la volonté de consolider ces organismes ou projets est née une formation de 75 heures regroupant 20 porteurs de projets qui non seulement reçoivent une formation, mais échangent, partagent leurs expériences et sortent de leur isolement.

Cette formation termine sa deuxième année et sera reprise par l'ensemble des CDEC à l'automne prochain.

Ce programme reste à être adapté aux besoins des OSBL. Il nous a permis de commencer à identifier des caractéristiques de gestion liées à la mission, à la gestion des ressources humaines.

Comme CDEC, nous avons aussi réalisé qu'il était relativement facile de développer parmi nos conseillers, d'un côté, des spécialistes en gestion et, de l'autre, des agents de développement communautaire, mais que nous devons former des intervenants en développement économique et social par divers moyens que nous expérimentons, formation, partage d'expertise, diagnostic commun de projets d'entreprises privées et communautaires. C'est l'un de nos défis.

Rapidement, d'autres défis :

- créer un fonds local de développement pour les entreprises privées et communautaires ;
- impliquer davantage le milieu des affaires et le milieu syndical local ;
- développer encore l'animation et la prise en charge du milieu ;
- consolider le financement des CDEC et la reconnaissance et le financement des organismes communautaires ;
- convaincre les autorités décisionnelles de la nécessaire décentralisation, de la dénormalisation et de l'adaptation des programmes et des services ayant un impact sur la vie de l'arrondissement.